



L'implication des citoyens dans la gestion de la cité

L'économie solidaire, renouveau de l'économie sociale et lien avec la vogue des « commons ». Le mouvement du contrôle citoyen sur les dépenses publiques. Intérêt potentiel d'une comptabilité analytique partagée. Le budget participatif : comme la microfinance, une solution très intéressante mais pas un remède miracle. Monnaies locales, fablab, régies de quartier, les multiples exemples d'implication des habitants dans la gestion. Les parkings des grands ensembles ou le travail réapproprié. L'enjeu de la réhabilitation thermique de logements anciens.

J'en viens maintenant au deuxième volet de l'implication des citoyens que j'appellerai la participation à la gestion. D'abord, même si la suspicion à l'égard de la gestion publique est en France moins poussée que dans d'autres pays où la corruption est la règle, la question du contrôle par les citoyens des dépenses publiques est une vraie question pour la démocratie. Vous me direz : mais, les comptes des villes sont transparents, les Conseils municipaux sont ouverts à la population et d'ailleurs il ne vient pas grand monde, que voulez-vous que je fasse de plus ? Moi, je crois qu'il y a un double champ d'innovation à développer. D'abord, à l'image de ce qui se passe de façon très active en Amérique Latine actuellement, une réflexion sur la *nature* du contrôle citoyen. Il faut prendre ça non pas comme une motion de défiance à l'égard de la municipalité, mais tout simplement comme l'expression d'une démocratie vivante. Pour cela, il faut que les chiffres veuillent dire quelque chose. Excusez-moi de parler aussi brutalement, mais c'est vrai que lire une comptabilité publique municipale, ce n'est pas donné à tout le monde et ce n'est pas très parlant de ce que fait la municipalité.

Je pense qu'il y a, Internet aidant, un grand progrès à faire soit par des collectivités territoriales isolées, soit, encore mieux, collectivement, qui consisterait à mettre au point de nouvelles techniques de comptabilité analytique permettant de mieux finaliser les dépenses par rapport à des buts, de mieux mettre en évidence un certain nombre de questions dont on a parlé. Qu'est-ce qu'on fait par rapport aux partenariats ? Ils demandent un peu d'argent et ça ne se réduit pas, on l'avu, au montant des subventions aux associations. Et qu'est-ce qu'on fait pour développer l'art de la mise en relation ? Ce n'est pas dans la comptabilité publique qu'on va trouver la réponse. Qu'est-ce qu'on a fait pour mobiliser l'énergie des citoyens ?, pour la connaissance et la gestion, et les deniers publics ? On doit avoir une comptabilité consolidée de l'énergie dépensée par les uns et les autres pour gérer le bien commun.

Si on était en mesure de voir ça autrement que comme un compte-rendu d'exécution du mandat ça participerait à une démocratie plus vivante, ça contribuerait à renforcer la confiance mutuelle entre les citoyens et les élus. Dans une période où on est entré, selon l'expression consacrée, dans l'ère du soupçon où chacun se méfie de chacun, la reconstruction de la confiance de la société française dans ses élites politiques est un élément majeur pour que la société française retrouve confiance en elle-même. Travaillons sur cette question du contrôle citoyen, ça en vaut la peine. Mais il y a évidemment mille autres modes de participation à la gestion également intéressante. J'ai évoqué l'importance du capital immatériel des territoires. C'est exactement comme ce qui a été évoqué à propos des panels de citoyens, ça ne va pas de soi. Le capital immatériel ne tombe pas du ciel. Il faut regarder toute association des citoyens à la gestion comme une partie d'un apprentissage collectif qui se valorisera, j'aurais presque envie de dire, au cours des siècles, parce que, au delà des résultats à court terme ça va développer des aptitudes collectives à faire ensemble, dans lesquelles on pourra un jour réinjecter si vous m'en croyez ces jeunes citoyens responsables qui auront été formés par un partenariat entre collectivités territoriales, système éducatif et eux-mêmes.

Il y a une mode qui est arrivée également, il y a quelques années, celle du budget participatif. Est-

ce qu'on peut réduire l'association des citoyens à la gestion publique à un budget participatif ? J'ai assisté depuis le début à l'émergence des budgets participatifs à Porto Alegre, au Brésil. Ça a été effectivement un mouvement très intéressant. Un peu pour les raisons que j'ai évoquées à propos du partenariat entre acteurs, on ne s'est pas borné à dire «on va faire participer les gens ». D'entrée de jeu, on a créé des méthodes d'intelligence collective très précises pour que les gens soient en mesure de s'exprimer intelligemment. C'est incontestablement une innovation porteuse. Malheureusement nos sociétés et je ne pense pas seulement à la société française, ont un peu tendance, quand il y a une innovation qui apparaît, à se jeter sur elle comme la misère sur le pauvre monde, à y voir la solution à tous nos maux. Je suis quelquefois étonné, pour bien connaître le budget participatif, de voir qu'à toute question posée sur la démocratie locale, on répond : budget participatif ! Alors là, on est dans la médecine de Molière. Solution à tout ! Le budget participatif mérite d'être introduit partout où il peut, bien au-delà de ce qu'on appelle les conseils de quartier, pour dire : oui, si on veut combiner unité et diversité, il faut que le maximum de décisions puissent être prises au niveau micro-local. Et ça développe des apprentissages : du dialogue, de la discussion, de la priorisation. Ça demande au niveau des municipalités et des collectivités territoriales françaises de développer effectivement des méthodes aussi justes que possible, de se nourrir de l'expérience des uns et des autres. Tout ça est un vrai progrès. Maintenant, est-ce la solution à la crise de la démocratie, je ne le crois pas ? Je fais volontiers le parallèle avec la microfinance, le microcrédit. J'ai suivi de très près le développement de la Grameen Bank au Bangladesh et connais son fondateur, Mohamed Yunus, depuis près de trente ans. On a même fait le premier film, il y a vingt-cinq ans, sur la Grameen Bank. Je suis de ceux qui pensent que cette aventure du microcrédit, d'ailleurs pas si nouvelle que ça mais qui a bien théorisé les formes de mutualisation des garanties qui existaient dans toutes les tontines en Afrique ou en Asie, est passionnante. Avoir affirmé qu'on peut faire confiance aux pauvres - parce que faire crédit c'est faire confiance - , et qu'on peut s'appuyer sur des groupes de garanties solidaires pour remplacer les garanties sonnantes et trébuchantes que pouvait apporter par son patrimoine un emprunteur, ça a été un progrès formidable. Maintenant, ça s'est dégradé si je puis dire le jour où la Banque mondiale s'est saisie de ça, a organisé le Congrès international sur le microcrédit. Tout le monde s'est mis à en parler et ça devenait LA solution à la pauvreté. Evidemment pas, évidemment pas. Le micro crédit ne créera pas des débouchés en soi si vous voulez. Par contre, effectivement, ce que ça a apporté et toutes les études l'ont montré, c'est de développer du capital immatériel. Peut-être pas de l'emploi, mais du capital immatériel. Donc, quelque chose de très différent de ce qu'on croyait produire. Le budget participatif, c'est pareil : une innovation très intéressante mais avec des limites : développez-le mais soyez conscients des effets pervers. Les grandes villes qui ont pratiqué beaucoup le budget participatif ont dit : oui, mais qui est en charge maintenant de gérer les grands équipements ? N'en faisons pas une solution passe-partout, développons tranquillement nos apprentissages en France.

Une autre voie tout à fait majeure est celle des monnaies locales.. Comment faire face à cette situation où, d'un côté, on a les bras ballants et, de l'autre, des besoins non satisfaits ? L'idée de monnaie locale est vitale pour connecter les uns avec les autres. Je me souviens de l'époque où tout ça était regardé avec ironie et un peu de paternalisme en France en disant : les systèmes d'échanges locaux, c'est sympathique. Ça mobilise quelques dizaines ou quelques centaines ou quelques milliers de bobos pour faire des échanges de services. On n'en est plus là.. L'enjeu de réappropriation, par les acteurs collectifs que sont les territoires de leurs propres flux d'échanges est devenu un enjeu majeur, y compris dans le champ économique. Je vous en ai déjà parlé. Soyons attentifs. Aidons à développer ça. C'est très important.

Il y a un nouveau mouvement qui émerge encore timidement, l'utilisation des imprimantes à trois dimensions pour produire soi-même des objets les fablab. Il faut accompagner ce mouvement. Sortons de débats du genre : est-ce que l'initiative doit être prise par les citoyens ou est-ce que l'initiative doit être prise par la collectivité territoriale ? Les deux, mon Général. On a bien vu au dernier Congrès d'Ecocity que là aussi les idées changeaient. Mais au lieu de voir les initiatives citoyennes comme une sorte de concurrence illégitime à des pouvoirs élus, accueillons-les. Dans d'autres cas où les citoyens sont passifs, il faut que la collectivité territoriale joue un rôle majeur. Un des domaines évidemment privilégiés de ce type de recherche de partenaires dans la gestion, c'est la gestion des quartiers, les régies de quartier d'un côté, mais c'est aussi la réhabilitation du logement ancien de l'autre. On peut difficilement imaginer des systèmes de réhabilitation du logement ancien qui n'associent pas l'investissement en travail, et pas seulement en ressources financières de la population, et des dispositifs publics de financement des investissements à long

terme, de l'expertise, etc. Vous voyez, toute question est une opportunité d'associer différents partenaires à la gestion de la cité et d'utiliser les moyens les plus modernes (téléphone mobile ou Internet), soit pour le contrôle du citoyen, soit pour le débat sur le budget participatif, soit pour construire les pôles de coopération entre acteurs de l'économie sociale et solidaire, soit pour se saisir de nouvelles questions comme l'efficacité énergétique. Soudain, au lieu d'une typologie simpliste, d'un côté les pouvoirs publics légitimes et de l'autre les citoyens qu'on voudrait associer, à condition qu'ils ne prennent pas trop d'initiatives, on regarde la ville comme un acteur collectif en devenir, construisant son capital immatériel et inventant les multiples apprentissages. Voilà un changement de regard absolument fondamental.